

Le 29 septembre 2026, on se mobilise pour nos rémunérations, nos conditions de travail, contre la précarité

Austérité, souffrance au travail, conséquences des incendies : mêmes responsables !

La gestion catastrophique des incendies de l'été est l'expression de l'état de délabrement de l'ensemble des services publics territoriaux. Le constat est flagrant dans les SDIS mais aussi dans toutes les filières, les moyens manquent, les conditions de travail se dégradent, les effectifs sont en baisse, la précarité augmente et le management autoritaire progresse ! La décennie Macron restera celle d'une dégradation historique de la fonction publique.

Dans toutes les filières, c'est la déréglementation ! Dans les services d'incendie et de secours, la CGT alerte depuis longtemps sur les sous-effectifs, le manque ou l'inadaptation du matériel !

Pourtant, de l'argent, il y en a !

435 milliards d'euros pour la programmation militaire, 36 milliards supplémentaires annoncés, 211 milliards d'aides annuelles aux entreprises sans contrepartie... Dans nos collectivités, on constate régulièrement des excédents sur les budgets de fonctionnement... Mais pour les services aux usager-es, ce sont les gels de crédits, les privatisations, les suppressions d'emplois et les attaques contre les droits des agent-es !

En 25 ans, le point d'indice a perdu environ 30 % de sa valeur. Le gouvernement prépare maintenant un budget 2027 qui sera pire que celui imposé en 2026. L'État dit que les collectivités, DONC les agent-es et salarié-es, doivent faire des efforts ! Depuis le 1^{er} juin 2026, 862 000 agent-es publics doivent percevoir une indemnité différentielle pour simplement atteindre le Smic, contre 356 000 auparavant ! Après des budgets 2026 catastrophiques, le gouvernement impose entre 6 et 10 milliards d'euros de gels et d'annulations de crédits et prépare un budget 2027 de nouvelles

régressions sociales. L'État poursuit une casse méthodique de la fonction publique et du droit des agent-es. Nous ne l'acceptons pas !

Des agent-es et salarié-es précaires, des conditions de travail dégradées, moins de services publics : ce sont toujours les usager-es qui en subissent les conséquences !

Augmenter les rémunérations, c'est augmenter le salaire socialisé, qui sert à financer la Sécurité sociale et notre caisse de retraite, la CNRACL. C'est créer des emplois statutaires et qualifiés, et par voie de conséquence, développer notre pouvoir de vivre !

La CGT revendique :

- ▶ L'abrogation de la loi dite de transformation de la fonction publique ;
- ▶ L'augmentation immédiate du point d'indice à 6,50 euros et son indexation sur l'inflation ;
- ▶ La création d'emplois statutaires et la titularisation des contractuel-les ;
- ▶ La refonte des grilles et la revalorisation des filières féminisées ;
- ▶ L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- ▶ Le rétablissement intégral du salaire pendant les congés maladie ;
- ▶ L'abrogation du jour de carence ;
- ▶ Des moyens humains et matériels à la hauteur des besoins, notamment dans les SDIS.

MARDI 29 SEPTEMBRE : EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION !

Réunissons-nous en assemblées générales, débattons de nos revendications.

**Nous sommes les indispensables ! Ensemble,
imposons nos revendications pour nos salaires,
nos droits et nos services publics !**



[Syndiquez vous](https://www.cgtservicespublics.fr)



<https://www.cgtservicespublics.fr>

